

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Octobre 2010



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

R & D

Remboursements et Dégrevements

FMI

Fonds Monétaire International

Au 31 Octobre 2010, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -133 082 millions €

En octobre 2009, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 135 993 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 345 780 millions €

➤ *Une évolution marquée par les investissements d'avenir du Grand Emprunt*

Fin octobre, à périmètre constant, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 345 780 millions € contre 338 106 millions € en 2009.

Cet écart (+ 7 674 millions €) s'explique par une baisse des dépenses d'intervention de 13 711 millions €, imputable essentiellement à une forte diminution de 19 697 millions € des remboursements et dégrèvements et à une diminution des dépenses d'investissement de 3 107 millions €. Ces baisses sont compensées par une augmentation des dépenses d'opérations financières de 19 816 millions € consécutives essentiellement au **Grand emprunt** et une hausse des dépenses de charges de la dette et de personnel de respectivement 2 632 millions € et 2 103 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors Remboursements et Dégrèvements et dépenses de personnel)*

○ *Au titre du Grand Emprunt*

- Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : versement à la Caisse des Dépôts et consignations de 600 millions € au titre du financement de l'action ville de demain ;
- Mission **Economie** : 700 millions € au profit d'OSEO et de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du financement des entreprises innovantes et du renforcement des pôles de compétitivité.

○ *Autres dépenses (hors abondement)*

- Mission **Travail et Emploi** : 835 millions € de dotations de décentralisation relatives aux actions en faveur des jeunes et aux primes d'apprentissage ;
- Mission **Régimes sociaux de retraite**: 788 millions € au titre des charges de retraite de la SNCF ;
- Mission **Recherche et Enseignement supérieur** : 673 millions € de subventions aux établissements publics d'enseignement au titre de la formation continue du baccalauréat au doctorat.

Recettes brutes du budget général : 215 071 millions €

➤ *Recettes fiscales : 284 383 millions €*

○ *Une progression essentiellement imputable à l'encaissement pour la première année de la Cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)*

Fin octobre à périmètre constant, les recettes fiscales brutes s'établissent à 284 383 millions € (contre 269 208 millions € en 2009). Cet écart s'explique notamment par la comptabilisation en 2010 de la CFE et de la CVAE découlant de la réforme de la taxe professionnelle pour un montant total de 13 151 millions €.

Si les recettes brutes d'IR (**49 556 millions €**), d'IS (**38 120 millions €**) sont en légère augmentation par rapport à 2009, celles de TVA (**141 946 millions €**) progressent de 1 488 millions € alors que la TIPP (**11 792 millions €**) est stable (-81 millions €).

○ *Les principales recettes du mois*

- Encaissements d'IR de 3 044 millions € ;
- Le montant des recettes de TVA du mois d'octobre s'élève à 15 312 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 14 071 millions €*

- Une hausse des recettes non fiscales notamment due à un reversement exceptionnel de France Telecom

Les recettes non fiscales s'élèvent à 14 071 millions € contre 11 875 millions € l'an passé à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par la progression des recettes des produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières (899 millions €), des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (742 millions €) et le reversement par France Telecom d'aides d'Etat indues de 1 017 millions €. A l'inverse, cet écart est partiellement compensé par la diminution en 2010 des recettes perçues en contrepartie des garanties accordées par l'Etat aux banques (-1 210 millions €).

- Les principales recettes non fiscales du mois

On constate notamment des encaissements de produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence, à l'encontre de plusieurs banques, pour 264 millions €.

Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : - 2 373 millions €

- L'évolution des soldes des CS (hors FMI et hors comptes d'avances aux collectivités locales) résulte de mesures exceptionnelles de 2010

Les comptes spéciaux présentent (à périmètre constant) un solde cumulé hors FMI de - 2 373 millions € contre 8 930 millions € en 2009.

La variation du solde des comptes spéciaux de -11 303 millions € est partiellement due, hors compte d'avances aux collectivités territoriales à la comptabilisation des prêts octroyés à la Grèce pour 4 427 millions €, à la dotation en capital à l'Agence nationale de la recherche pour 3 687 millions € et à la dégradation du solde du CAS Pensions de 1 638 millions €.

A l'inverse, le solde du compte de Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés s'améliore de 7 286 millions € en raison de la comptabilisation exceptionnelle en 2009 des prêts octroyés au secteur automobile.

- Les principales évolutions du mois

Le paiement des charges d'intérêts d'OAT pour 13 488 millions € et le versement des avances à l'ASP pour 2 367 millions €, dans le cadre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune, sont les principales dépenses du mois. Les recettes au compte d'avances aux collectivités territoriales pour 22 620 millions € sont notamment imputables aux recouvrements de taxe foncière à échéance du 15 Octobre.

Situation de la Trésorerie de l'Etat au 31 octobre : -67 025 millions €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin octobre présente un solde créditeur de 67 025 millions €, soit un décaissement net mensuel de 11 999 millions €.

Les principaux encaissements de la période écoulée sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 23 258 millions €, d'autres encaissements pour 22 039 millions € (recettes d'impôts locaux) et des émissions d'emprunts pour 17 217 millions €.

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment), d'intérêts et de personnel pour respectivement 14 102 millions €, 13 820 millions € et 9 769 millions € et des remboursements d'emprunts (hors BTF) pour 17 432 millions €.

Dettes financières au 31 octobre : 1 228 458 millions €

L'encours de la dette financière au 31 octobre s'établit à 1 228 458 millions €. Les principales variations au cours du mois d'octobre concernent une baisse du solde des OAT et des BTF pour respectivement 3 241 millions € et 3 291 millions € et une hausse du solde des BTAN pour 6 266 millions €.

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE

(EXERCICE 2010 DU 01/01/2010 AU 20/01/2011)

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	98 301	96 198	99 471
Dépenses de fonctionnement	37 311	37 371	33 163
Charges de la dette de l'Etat	39 852	37 220	37 220
Dépenses d'investissement	8 416	11 523	11 523
Dépenses d'intervention	140 674	154 385	153 863
Dépenses d'opérations financières	20 208	392	392
Total des Dépenses	345 780	338 106	336 649
Total des Dépenses (hors R et D)	268 285	240 715	239 258
Recettes fiscales	284 383	269 208	268 508
Recettes non fiscales	14 071	11 875	13 386
Prélèvements sur recettes	-86 059	-89 640	-63 904
Fonds de concours	2 676	1 740	1 740
Total des Recettes	215 071	193 182	219 730
Total des Recettes (hors R et D)	137 576	95 791	122 339
SOLDE GESTION N	-130 709	-144 924	-116 919
GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :	0	0	0
SOLDE GESTION N+1	0	0	0

II. COMPTES SPECIAUX

GESTION COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-2 775	2 201	2 201
Comptes de concours financiers	346	6 770	-19 865
Comptes de commerce	55	-66	-66
Comptes d'opérations monétaires	39	175	175
SOLDE CS GESTION N	-2 335	9 080	-17 555
SOLDE CS GESTION (hors FMI)	-2 373	8 930	-17 705
GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	0	0	0
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année	-133 044	-135 843	-134 474
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)	-133 082	-135 993	-134 624

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
SOLDE BUDGET N-1	-4 073	-1 191	-1 191

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	98 301	96 198	99 471
Dépenses de fonctionnement	37 311	37 371	33 163
Charges de la dette de l'Etat	39 852	37 220	37 220
Dépenses d'investissement	8 416	11 523	11 523
Dépenses d'intervention	140 674	154 385	153 863
Dépenses d'opérations financières	20 208	392	392
Total des Dépenses	345 780	338 106	336 649
Total des Dépenses (hors R et D)	268 285	240 715	239 258
Recettes fiscales	284 383	269 208	268 508
Recettes non fiscales	14 071	11 875	13 386
Prélèvements sur recettes	-86 059	-89 640	-63 904
Fonds de concours	2 676	1 740	1 740
Total des Recettes	215 071	193 182	219 730
Total des Recettes (hors R et D)	137 576	95 791	122 339
SOLDE BUDGET N	-130 709	-144 924	-116 919

II. COMPTES SPECIAUX

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	7 166	8 234	8 234

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-2 775	2 201	2 201
Comptes de concours financiers	346	6 770	-19 865
Comptes de commerce	55	-66	-66
Comptes d'opérations monétaires	39	175	175
SOLDE CS BUDGET N	-2 335	9 080	-17 555
SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-2 373	8 930	-17 705

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année

-129 691 -128 511 -127 142

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)

-129 989 -128 950 -127 581

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		58 679	57 618	59 555
Cotisations et contributions sociales		38 771	37 753	39 078
Prestations sociales et allocations diverses		851	827	838
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	117 471	98 301	96 198	99 471
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 018	1 017	1 017
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		16 838	17 307	16 916
Subventions pour charges de service public		20 473	20 064	16 247
Total des dépenses de fonctionnement		37 311	37 371	33 163
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		39 852	37 220	37 220
Total des charges de la dette de l'Etat		39 852	37 220	37 220
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		7 306	10 047	10 047
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 110	1 476	1 476
Total des dépenses d'investissement		8 416	11 523	11 523
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		32 901	34 226	34 168
Transferts aux entreprises		65 312	83 407	83 147
Transferts aux collectivités territoriales		20 430	19 811	19 811
Transferts aux autres collectivités		22 007	16 821	16 617
Appels en garantie		24	120	120
Total des dépenses d'intervention		140 674	154 385	153 863
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		813	81	81
Dotations en fonds propres		18 701	311	311
Dépenses de participations financières		694	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		20 208	392	392
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	300 749	247 479	241 908	237 178
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	418 220	345 780	338 106	336 649
Remboursements et dégrèvements	93 014	77 495	97 391	97 391
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	325 206	268 285	240 715	239 258

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 678	2 243	2 244	2 191
Action de la France en Europe et dans le monde	1 756	1 408	1 435	1 382
Rayonnement culturel et scientifique	593	551	544	544
Français à l'étranger et affaires consulaires	329	284	265	265
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 694	2 075	2 112	2 104
Administration territoriale (1)	0	0	0	1 322
Administration territoriale	1 786	1 359	1 412	85
Vie politique, culturelle et associative	262	231	188	188
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	646	485	512	509
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 251	3 491	2 803	2 793
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 407	2 040	1 326	1 326
Forêt	420	351	290	290
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	585	451	519	518
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	839	649	668	659
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 575	2 744	2 745	2 547
Aide économique et financière au développement	1 210	950	908	844
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 331	1 777	1 823	1 689
Développement solidaire et migrations	34	17	14	14
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 416	3 023	3 045	3 044
Liens entre la nation et son armée	139	110	124	124
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	2 821	2 820	2 819
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	96	92	101	101
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	583	447	438	434
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	252	236	234
Conseil économique, social et environnemental	38	38	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	221	157	165	163
CULTURE	2 992	2 507	2 373	2 368
Patrimoines	1 298	1 066	1 016	1 016
Création	831	751	725	725
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	863	690	632	627
DEFENSE	38 717	30 008	32 685	32 646
Environnement et prospective de la politique de défense	1 815	1 388	1 563	1 563
Préparation et emploi des forces	22 300	18 063	18 169	18 168
Soutien de la politique de la défense	2 848	1 875	1 578	1 540
Equiperment des forces	11 754	8 682	11 375	11 375
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	671	406	401	399
Coordination du travail gouvernemental	585	344	306	304
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	35	35
Protection des droits et libertés	86	62	60	60
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	15 755	11 732	9 374	9 120
Infrastructures et services de transports	6 301	4 445	4 716	4 456
Sécurité et circulation routières	60	26	30	30
Sécurité et affaires maritimes	140	95	75	75
Météorologie	193	190	181	181
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	360	208	190	190
Information géographique et cartographique	74	72	74	74
Prévention des risques	333	171	153	153
Energie et après-mines	827	724	774	774

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 867	3 201	3 181	3 187
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	1 600	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	1 000	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
ECONOMIE	8 661	3 502	1 459	1 452
Développement des entreprises et de l'emploi	1 182	813	868	865
Tourisme	62	42	54	56
Statistiques et études économiques	431	357	368	364
Stratégie économique et fiscale	346	150	169	167
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	2 140	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	44 650	41 016	38 495	38 495
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	39 852	37 220	37 220
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	24	121	121
Epargne	1 254	1 140	1 154	1 154
Majoration de rentes	198	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 333	50 747	49 948	49 932
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	14 837	14 401	14 401
Enseignement scolaire public du second degré	29 037	24 088	23 769	23 769
Vie de l'élève	3 747	3 136	3 086	3 086
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 041	5 979	5 914	5 914
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 131	1 665	1 733	1 709
Enseignement technique agricole	1 269	1 020	1 045	1 053
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	22	-	-
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 812	9 410	9 426	9 296
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 433	7 014	7 023	6 914
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	26	12	11	11
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	363	204	186	186
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	799	619	754	742
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	57	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 543	1 265	1 273	1 264
Fonction publique	220	140	138	138
Entretien des bâtiments de l'Etat	344	99	41	41
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	641	396	370	369
Immigration et asile	553	350	330	329
Intégration et accès à la nationalité française	88	46	40	40
JUSTICE	6 926	5 424	5 385	5 382
Justice judiciaire	2 897	2 303	2 295	2 295
Administration pénitentiaire	2 706	2 044	1 962	1 962
Protection judiciaire de la jeunesse	776	612	630	628
Accès au droit et à la justice	295	255	290	290
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	246	206	201	200
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	4	7	7
MEDIAS	1 133	788	944	944
Presse	425	249	278	278
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	17	18	18
Contribution au financement de l'audiovisuel	482	333	415	415
Action audiovisuelle extérieure	197	189	233	233

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 176	1 744	1 603	1 603
Emploi outre-mer	1 319	1 177	1 089	1 089
Conditions de vie outre-mer	857	567	514	514
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	3 154	2 345	4 168	4 168
Programme exceptionnel d'investissement public	495	435	601	601
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	2 224	1 545	1 951	1 951
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	435	365	1 616	1 616
POLITIQUE DES TERRITOIRES	422	176	341	341
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	345	159	279	279
Interventions territoriales de l'Etat	77	17	62	62
POUVOIRS PUBLICS	1 019	1 018	1 017	1 017
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	322	322
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	46	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	46	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	46 799	41 583	20 266	19 661
Formations supérieures et recherche universitaire	12 259	11 215	10 674	10 069
Vie étudiante	2 027	1 704	1 719	1 719
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 189	3 496	3 670	3 670
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	921	924	924
Recherche spatiale	1 290	1 103	1 104	1 104
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	221
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	487
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	967	750	645	645
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 276	905	968	260
Recherche duale (civile et militaire)	194	190	192	192
Recherche culturelle et culture scientifique	159	143	117	117
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	256	253	253
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	1 000	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	3 050	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	14 350	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	1 500	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	1 000	-	-
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 728	5 265	4 766	4 766
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	3 599	3 478	3 478
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	793	628	592	592
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	1 038	696	696
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 706	2 255	2 158	2 152
Concours financiers aux communes et groupements de communes	776	599	590	590
Concours financiers aux départements	495	412	427	427
Concours financiers aux régions	903	853	776	772
Concours spécifiques et administration	532	391	365	363

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	93 014	77 495	97 391	97 391
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	63 743	83 469	83 469
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	13 752	13 922	13 922
SANTE	1 185	951	1 020	1 013
Prévention et sécurité sanitaire	474	337	456	449
Offre de soins et qualité du système de soins	126	81	72	72
Protection maladie	585	533	492	492
SECURITE	16 428	13 411	13 566	13 534
Police nationale	8 772	7 192	7 195	7 179
Gendarmerie nationale	7 656	6 219	6 371	6 355
SECURITE CIVILE	561	348	321	321
Intervention des services opérationnels	290	169	179	179
Coordination des moyens de secours	271	179	142	142
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 333	10 463	10 032	9 969
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 560	794	493	435
Actions en faveur des familles vulnérables	414	328	724	724
Handicap et dépendance	9 137	8 324	7 934	7 934
Egalité entre les hommes et les femmes	29	22	21	21
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 193	995	860	855
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	826	613	667	664
Sport	256	203	180	180
Jeunesse et vie associative	184	101	130	130
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	386	309	357	354
TRAVAIL ET EMPLOI	12 738	10 834	9 885	9 875
Accès et retour à l'emploi	6 393	6 007	5 152	5 152
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 918	4 114	4 020	4 020
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	76	48	62	62
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	851	665	651	641
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	0	-	-
VILLE ET LOGEMENT	8 597	7 320	6 658	6 658
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 215	836	947	947
Aide à l'accès au logement	5 370	5 094	4 694	4 694
Développement et amélioration de l'offre de logement	822	319	395	395
Politique de la ville	690	571	622	622
Rénovation thermique des logements (3)	500	500	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	418 220	345 780	338 106	336 649

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	56 189	49 556	49 409	49 409
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	5 102	6 283	4 161
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	52 300	38 120	37 860	37 860
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	367	342	342
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	4 095	4 124	4 124
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	27	22	22
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	4 105	3 521	3 521
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	94	95	95
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	609	654	654
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	13	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	13	14	14
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	41	31	31
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	602	595	595
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	131	89	89
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	10 353	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	2 798	-	-
Recettes diverses	388	232	198	198
TOTAL (14)	25 560	23 513	9 728	9 728
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	11 792	11 873	12 215
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 960	141 946	140 458	140 219
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	293	255	255
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	137	126	126
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	298	224	224
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	645	478	478
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	5 573	5 497	5 497

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	284	280	280
Taxe de publicité foncière	263	254	246	246
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	2 498	2 428	2 428
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	91	140	140
Timbre unique	99	90	141	141
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	1 278
Autres taxes intérieures	253	270	254	254
Autres droits et recettes accessoires	4	6	3	3
Amendes et confiscations	50	37	52	52
Taxe générale sur les activités polluantes	193	84	180	180
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	130	134	134
Autres droits et recettes à différents titres	4	267	24	24
Taxe sur les achats de viande	0	1	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	47	70	70
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	45	47	47
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	28	30	30
Taxe de l'aviation civile	70	52	59	59
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	26	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux	1 807	1 543	1 539	1 539
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	642	684	684
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	306	534	534
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	0	-	-
Autres taxes	157	345	131	131
TOTAL (17)	18 365	14 354	13 597	14 916
TOTAL DES RECETTES FISCALES	348 294	284 383	269 208	268 508
Remboursements et dégrèvements	93 014	77 495	97 391	97 391
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	255 280	206 888	171 817	171 117

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	3 064	2 165	1 945
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	510	59	59
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 891	2 512	2 517	2 517
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
TOTAL (21)	6 868	6 086	4 741	4 521
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	183	185	185
Autres revenus du domaine public	65	42	45	45
Revenus du domaine privé	40	27	33	33
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	78	242	242
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	720	858	467
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	36	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	11	20	20
TOTAL (22)	1 849	1 097	1 412	1 021
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	332	292	292
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	2 122
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	478	342	342
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	66	67	67
Produits de la vente de divers biens	2	1	2	2
Produits de la vente de divers services	205	87	119	119
Autres recettes diverses	10	11	9	9
TOTAL (23)	1 154	975	831	2 953
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	162	100	100
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	8	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	407	441	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	158	188	188
Autres avances remboursables sous conditions	7	4	10	10
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	9	12	12
TOTAL (24)	886	784	322	322

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	545	590	590
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	341	164	164
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	7	26	26
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	9	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	597	646	646
Frais de poursuite	120	87	81	81
Frais de justice et d'instance	12	1	2	2
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	2	2
TOTAL (25)	1 886	1 588	1 517	1 517
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	500	500	500
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	742	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	182	1 388	1 388
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	97	89	89
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	8	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	366	306	306
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	63	79	79
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	4	23	0	0
Frais d'inscription	8	7	7	7
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	7	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	1	2	2
Récupération d'indus	42	23	20	20
Recouvrements après admission en non-valeur	260	189	175	175
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	36	40	40
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	112	299	299
Produits divers	30	23	14	14
Autres produits divers	208	1 159	87	87
TOTAL (26)	3 409	3 541	3 052	3 052
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 052	14 071	11 875	13 386

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-34 242	-34 038	-34 039
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-533	-500	-500
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	-2	-30	-30
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-153	-137	-137
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-488	-532	-532
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-5 190	-4 879	-4 879
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-1 716	-1 727	-1 590
Dotation élu local	-65	-54	-54	-54
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-34	-36	-36
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-33	-63	-63
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-417	-417	-417
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-272	-272	-272
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-551	-551	-551
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéficiaires non commerciaux	-282	-235	-250	-250
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-170	-180	-180
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-13	-8	-8
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-134	-3 834	-3 834
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-26 498	-26 498	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-109	-	-
TOTAL (31)	-85 880	-70 846	-74 008	-47 374
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-15 213	-15 632	-16 530
TOTAL (32)	-18 153	-15 213	-15 632	-16 530
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-104 033	-86 059	-89 640	-63 904
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		2 446	1 524	1 524
Fonds de concours - coopération internationale		230	216	216
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 122	2 676	1 740	1 740
TOTAL GENERAL DES RECETTES	263 435	215 071	193 182	219 730
Remboursements et dégrèvements	93 014	77 495	97 391	97 391
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	170 421	137 576	95 791	122 339

(1) Ligne créée en 2010

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

(EN DEPENSES ET EN RECETTES)

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	133	212	116	212	116	212
Développement agricole et rural	100	101	103	106	103	106
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	369	481	669	518	669	518
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	4 549	1 175	677	885	677	885
Pensions	41 476	41 883	40 275	42 320	40 275	42 320
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	46 627	43 852	41 840	44 041	41 840	44 041
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 516	67	3 492	239	3 492	239
Avances à l'audiovisuel public	2 602	1 341	2 500	1 294	2 500	1 294
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	478	162	476	173	476	173
Avances aux collectivités territoriales	46 753	54 177	43 527	61 160	70 162	61 160
Prêts à des Etats étrangers	4 623	569	227	410	227	410
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 007	2 009	6 287	3	6 287	3
Total des Comptes de Concours Financiers	57 979	58 325	56 509	63 279	83 144	63 279
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	429	453	444	464	444	464
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	102	87	76	77	76	77
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 232	1 232	1 590	1 590	1 590	1 590
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	219	142	416	348	416	348
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	42 845	43 056	40 827	40 864	40 827	40 864
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	4	0	9	0	9	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	72	55	77	80	77	80
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	501	434	671	623	671	623
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	16	16	19	17	19	17
Total des Comptes de Commerce	45 420	45 475	44 129	44 063	44 129	44 063
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	138	168	158	193	158	193
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 048	1 086	10 780	10 930	10 780	10 930
Pertes et bénéfices de change	40	11	34	24	34	24
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	1 226	1 265	10 972	11 147	10 972	11 147
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	151 252	148 917	153 450	162 530	180 085	162 530
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	150 204	147 831	142 670	151 600	169 305	151 600

Unité : million d'€

	Octobre		Cumul au 31 Octobre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	47 291	46 393	345 676	341 399	1,25%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	90	136	849	1 174	-27,68%
	Autres recettes de fonctionnement	247	351	4 153	3 542	17,25%
	Impôts et taxes encaissés	23 258	22 676	276 019	261 198	5,67%
	Autres recettes régaliennes	660	490	4 434	4 252	4,28%
	Recettes d'intervention	560	467	2 683	7 244	-62,96%
	Intérêts et dividendes reçus	437	639	9 875	8 481	16,44%
	Autres encaissements	22 039	21 634	47 663	55 508	-14,13%
	Décaissements	51 842	50 614	444 695	453 170	-1,87%
	Dépenses de personnel	9 769	10 128	100 350	100 955	-0,60%
	Achats et prestations externes payés	1 822	1 593	13 970	14 318	-2,43%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	4 131	4 835	57 795	77 417	-25,35%
	Autres dépenses de fonctionnement	595	231	2 934	5 739	-48,88%
	Subventions pour charges de service public versées	2 433	2 012	20 834	16 285	27,93%
	Dépenses d'intervention	14 102	10 311	153 502	120 681	27,20%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	1	0	8	121	-93,39%
	Intérêts payés	13 820	13 640	40 531	40 425	0,26%
Autres décaissements	5 169	7 864	54 771	77 229	-29,08%	
Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-4 551	-4 221	-99 019	-111 771	11,41%	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	4 638	4 278	40 227	34 459	16,74%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	1 092	1 155	6 579	12 492	-47,33%
	Immobilisations financières	3 546	3 123	33 648	21 967	53,18%
	Cessions d'immobilisations	236	351	12 710	19 814	-35,85%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	79	24	399	387	3,10%
	Immobilisations financières	157	327	12 311	19 427	-36,63%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-4 402	-3 927	-27 517	-14 645	-87,89%	

Unité : million d'€

	Octobre		Cumul au 31 Octobre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	17 217	29 125	180 785	243 698	-25,82%
	OAT	11 896	13 027	115 712	93 892	23,24%
	BTAN	8 612	6 132	76 425	67 234	13,67%
	Solde des BTF	-3 291	9 966	-11 352	82 572	-113,75%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	17 432	22 636	105 916	116 395	-9,00%
	Dettes négociables	16 932	22 636	102 283	115 983	-11,81%
	OAT	14 594	19 409	33 352	63 228	-47,25%
	BTAN	2 338	3 227	68 931	52 755	30,66%
	Dettes non négociables	500	0	3 633	412	781,80%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	218	228	169	371	-54,45%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	3	6 717	75 038	127 674	-41,23%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-3 049	-1 255	5 789	-1 131	611,85%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-11 999	-2 686	-45 709	127	-36091,34%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-55 026	-18 196	-21 316	-21 009	-1,46%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-67 025	-20 882	-67 025	-20 882	-220,97%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009		
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin octobre	Situation fin octobre	
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	19	691	710	0	0	
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	133 215	131 946	1 280	10	
	Natixis banque	3	671	602	72	71	
	La Poste	2	28	28	2	1	
	Autres organismes à caractère financier	187	180 293	180 428	52	49	
	CEPL	Régions	935	37 043	37 454	524	416
		Départements	3 668	79 733	82 043	1 358	898
		Communes	15 299	95 687	96 931	14 055	13 190
		Hôpitaux	3 837	74 556	74 954	3 439	3 047
		HLM	192	10 719	10 796	115	101
		Autres CEPL	13 459	83 184	84 217	12 426	11 377
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	143 168	121 368	26 880	4 993
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	26 583	19 918	7 400	651
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	20 833	20 918	406	159
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	6 360	6 824	274	306
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	13 108	4 736	6 591	11 253	12 392	
	Communautés européennes	1 284	20 395	18 679	3 000	2 471	
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	71	280	305	46	47
		GIP	230	1 663	1 714	179	191
		EPL	1 876	6 833	6 662	2 047	1 994
Autres correspondants		3 104	37 669	38 651	2 122	9 922	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		1	0	1	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		61	0	61	0	0	
Placements des CEPL sur un compte à terme	1 851	5 251	5 033	2 069	1 956		
Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF	0	0	0	0	0		
Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	492	7 013	3 620	3 885	574		
Intérêts courus sur comptes à terme	4	0	4	0	0		
Total Passif (I)	66 738	976 604	950 458	92 884	64 816		
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	1	0	0	1	1		
Découverts des correspondants du Trésor	1	0	1	0	0		
Total Actif (II)	2	0	1	1	1		
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	66 736	976 604	950 457	92 883	64 815		

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010			Exercice 2009		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin octobre	Situation fin octobre	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	112 976	35 348	796 475	708 268
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	75 073	68 694	221 397	211 672
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	369 238	380 590	202 768	220 853
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 147 985	557 287	484 632	1 220 640	1 140 793
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dettes exigibles :	249	463 576	463 579	246	254
	- OAT	0	28 481	28 481	0	0
	- BTAN	0	50 904	50 904	0	0
	- BTF	0	380 590	380 590	0	0
	- Autres titres non négociables	249	3 601	3 604	246	254
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	249	463 576	463 579	246	260	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	10 422	751	3 601	7 572	10 335
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 158 656	1 021 614	951 812	1 228 458	1 151 388	